

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 47 (2020)
Heft: 5

Rubrik: Nouvelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Petra Gössi



En est-elle capable? Quand Petra Gössi est élue présidente du PLR suisse, en 2016, peu nombreux sont ceux qui connaissent cette avocate schwyzoise de 40 ans. Bien qu'elle ait siégé pendant cinq ans au Conseil national, Petra Gössi n'a pas frappé les esprits au Palais fédéral. Cela ne tarde pas à changer: en 2017, elle orchestre avec doigté l'élection au Conseil fédéral du chef de la fraction PLR, Ignazio Cassis, qui est aussi son voisin à l'Assemblée. Puis la crise climatique éclate, faisant sortir dans la rue des dizaines de milliers de mécontents. La colère des jeunes manifestants est aussi dirigée contre le PLR, qui avec l'UDC a empêché en 2018 que des mesures climatiques fortes soient inscrites dans la loi sur le CO₂. En cette année électorale, le parti de l'économie fait face à des vents contraires, y compris en provenance d'une partie de ses électeurs. La présidente réagit à la grogne par un revirement idéologique spectaculaire. Brusquement, des mesures incitatives comme une taxe CO₂ sur les billets d'avion ne sont plus taboues pour la direction du PLR. Petra Gössi réduit au silence ses détracteurs internes, qui lui reprochent son opportunisme, par un sondage des membres du parti: ils l'assurent de leur soutien. Ainsi, le PLR se sort bien des élections fédérales de l'automne dernier, malgré le raz-de-marée des Verts. Certes, les Libéraux-Radicaux perdent plus de 1% de leurs électeurs, mais les pronostics avaient laissé craindre pire. Depuis, la présidente se tient fermement en selle: il y a peu, la base lui réitérait sa confiance en l'élisant pour deux ans de plus à la tête du PLR. Aujourd'hui, Petra Gössi est l'une des plus anciennes cheffes de partis de Suisse. Les sceptiques se sont tus depuis longtemps. Oui, elle en est capable.

THEODORA PETER

Le procureur général Michael Lauber rend son tablier

Faisant face à une pression politique croissante, le procureur général de la Confédération, Michael Lauber, a démissionné pour la fin de l'année. Il est accusé de faute grave: enquêtant au sujet de la fédération de football FIFA, il s'est entretenu en secret avec le président de celle-ci, Gianni Infantino. Sa démission ne met cependant fin ni au dossier Lauber, ni au dossier Infantino: Michael Lauber est toujours sous le coup d'une procédure de révocation. Et la justice suisse a ouvert une procédure pénale contre Gianni Infantino en juillet.

(MUL)

La Suisse, nouveau pays d'émigration

L'immigration européenne est un thème politique de premier plan en Suisse. Au deuxième trimestre de 2020, la Suisse est cependant devenue un pays d'émigration face à l'UE, l'immigration ayant été moins importante que l'émigration. Cela est principalement dû à deux raisons: la dégradation relative de la situation économique en Suisse et la limitation de l'immigration à la suite de la pandémie de coronavirus.

(MUL)

Affaire Crypto: le parquet fédéral enquête

L'entreprise suisse Crypto AG a été pendant des décennies une «fabrique d'espionnage» au service de services secrets étrangers (cf. «Revue» 3/2020). Le Conseil fédéral vient d'ouvrir la voie à une procédure pénale en autorisant le parquet fédéral à enquêter. Le Conseil fédéral peut faire obstacle à une procédure pénale lorsqu'il considère que des intérêts politiques majeurs de l'État sont menacés. Dans l'affaire Crypto, il en a manifestement conclu que ce n'était pas le cas.

(MUL)

Affaire Crypto: Crypto International AG chancelle

La «fabrique d'espionnage» Crypto AG n'existe plus. Mais l'entreprise qui lui a succédé, et qui porte presque le même nom, est dans la tourmente: cet été, Crypto International AG (ZG) a dû licencier 80 de ses 82 collaborateurs. Le principal motif de cette évolution est l'interdiction qui frappe actuellement Crypto d'exporter ses appareils de chiffrement.

(MUL)

Le virus interrompt une initiative populaire

L'initiative populaire pour un moratoire sur le vote électronique est interrompue. Les initiants jettent l'éponge et cessent de récolter des signatures. D'après le comité d'initiative, dont font notamment partie les conseillers nationaux Franz Grüter (UDC) et Balthasar Glättli (Verts), il est devenu pratiquement impossible de rassembler à temps les 100 000 signatures nécessaires au vu des règles de distance physique et d'hygiène prévalant actuellement.

(MUL)

Plus de nouvelles sur: www.revue.ch